

ENTRE LAME ET LAMELLE

et le burnous

La suspicion investit les pratiques sociales et le discours politique. Si les médias et les hommes politiques cultivent une sorte d'étrangeté par rapport au phénomène culturel, les universitaires, eux aussi, n'ont pas sérieusement analysé cette réalité, à l'exception d'une poignée d'enseignants-chercheurs. Les séminaires et les colloques, organisés, manquent le plus souvent de sérieux. Comme d'ailleurs les rares revues éditées dans les différents espaces de l'enseignement supérieur. Comment peut-on parler d'université, alors que le nombre de chercheurs effectifs ne dépasserait pas la centaine. L'Algérie est à la traîne des universités arabes et africaines.

L'universitaire et l'«intellectuel» (notion dont il reste à définir les contours) sont restés prisonniers d'un rapport maladif au pouvoir politique qui se conjugue tantôt à la répulsion, tantôt à l'attraction. Ce qui réduit sa marge de manœuvre, posant également la question, toujours d'actualité, de l'autonomie de l'intellectuel qui vit l'assujettissement ou la contestation comme illustration ou opposition au discours officiel et jouant en fin de compte sur le terrain du pouvoir politique qui fournit ainsi les éléments de la discussion et piège les différents locuteurs, en orientant leurs discours.

Les chercheurs en sciences sociales focalisent le plus souvent leurs analyses autour du fonctionnement des appareils et des espaces politiques et occultent les mouvements sociaux et culturels et les enjeux idéologiques. Ce n'est pas un hasard si les rares universitaires-chercheurs ne réussissent pas à cerner les différentes secousses

qui agitent la société. Il y a également la question des références qui font du locuteur le producteur privilégié de la parole citée. On «plaque» souvent des grilles sans tenter de les interpréter et de les interroger alors que les sociétés fonctionnent de manière autonome et complexe, comportant un certain nombre de particularités. Les questions épistémologiques sont d'une brûlante actualité.

***L'universitaire et l'«intellectuel» (notion dont il reste à définir les contours) sont restés prisonniers d'un rapport maladif au pouvoir politique qui se conjugue tantôt à la répulsion, tantôt à l'attraction. Ce qui réduit sa marge de manœuvre, posant également la question, toujours d'actualité, de l'autonomie de l'intellectuel qui vit l'assujettissement ou la contestation comme illustration ou opposition au discours officiel et jouant en fin de compte sur le terrain du pouvoir politique qui fournit ainsi les éléments de la discussion et piège les différents locuteurs, en orientant leurs discours***

N'est-il pas temps de définir les termes utilisés et de ne pas reproduire mécaniquement des réalités et des notions considérées comme évidentes mais qui ne peuvent l'être sans une sérieuse interrogation ? L'évidence n'est pas si évidente que ça Souvent, journalistes, universitaires et politiques usent et abusent de mots et de syntagmes qu'ils ne maîtrisent nullement tel ce petit cafouillage autour de «société civile», chacun se revendiquant de cette société civile sans qu'on ait interrogé ce groupe de mots ou tenté de cerner ses contours. Quelle est la frontière séparant, par exemple, société civile et société politique ? Les questions d'ordre

épistémologique, primordiales dans la mise en œuvre des discours scientifiques, sont rarement évoquées par les universitaires algériens qui, souvent, se limitent à une reproduction d'«évidences», ce qui est contre-productif sur le plan scientifique. Cette pauvreté est l'expression de la triste réalité de l'université en Algérie. La question de la frontière théorique et des territoires

épistémologiques est très importante.

On ne peut comprendre la situation de la production culturelle de ces dernières années sans une connaissance des secousses qui ont caractérisé le champ social et les nouvelles réalités économiques qui ont marqué le pays.

Le champ culturel rétrécit dangereusement et se conjugue désormais au futur antérieur, aux dissolutions et aux manifestations ponctuelles («Le millénaire d'Alger», «Année de l'Algérie en France», «Alger, capitale de la culture arabe», festivals à répétition, sans objectifs clairs) mobilisant une rente à distribuer. Les entreprises du livre (Entreprise

nationale du livre) et du cinéma (Caaic, Anaf et Enpa) sont dissoutes sans aucun espace de substitution. Les librairies et les bibliothèques disparaissent de l'espace social. Les éditeurs privés ne semblent pas bien outillés pour se lancer dans une véritable aventure intellectuelle qui favoriserait l'intelligence et le professionnalisme ; c'est plus sérieux de se faire éditer chez un bon éditeur étranger.

Certes, quelques petits éditeurs arrivent à émerger. Le paysage éditorial est très maigre ; la littérature est le parent pauvre de l'édition. L'Histoire et la politique sont les genres les plus prisés. La Bibliothèque nationale et les bibliothèques universitaires ne semblent pas prêtes à engranger un travail de mémoire, de conservation et de mise en boîte des livres. Le cinéma ne tourne plus, des cinéastes algériens réalisent des films qui portent, et c'est tout à fait normal, la nationalité du producteur étranger. Les galeries d'art ne répondent plus.

Le théâtre connaît la crise la plus dure depuis l'indépendance. Perversion de l'Histoire, la représentation culturelle s'efface devant le discours politique paradoxalement négateur du savoir et de la pratique culturelle. Les simulacres démocratiques restreignent mortellement le champ culturel. L'aphasie est le chemin emprunté par le politique. Déjà, les premières années de l'indépendance ont connu une période de troubles marqués par le triomphe d'un clan qui va imposer un discours ambigu, ambivalent, évitant d'affronter directement les problèmes.

A. C.